

Unité départementale du Bas-Rhin  
Equipe Nord  
14 rue du Bataillon de Marche n°24  
BP 10001  
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 4/07/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



**KUHN SAS**

4 IMPASSE DES FABRIQUES - BP 60

67706 SAVERNE

Références : 0006700630/NK/CE

Code AIOT : 0006700630

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2023 dans l'établissement KUHN SAS implanté 4 IMPASSE DES FABRIQUES - 67700 SAVERNE. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Journée inter-services de la MISEN afin de contrôler l'Aire de stockage du matériel localisée dans le périmètre de protection rapproché des captages de Schlettenbach, Ramsthal 1 et 2.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- KUHN SAS
- 4 IMPASSE DES FABRIQUES - BP 60 - 67700 SAVERNE
- Code AIOT : 0006700630
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Kuhn SAS, située à Saverne (4, Impasse des Fabriques - 67700 SAVERNE), est spécialisée dans la conception et la fabrication de machines agricoles destinées à l'agriculture mondiale.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :** eaux (process, pluviales et souterraines)

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- «sans suite administrative».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le contrôle visuel de l'aire de stockage du matériel localisée dans la zone C du périmètre de protection rapprochée ne montre pas de non-conformité constatée vis-à-vis de la DUP du 03/03/2014.

Le risque des pollutions accidentelles dans l'aire de stockage paraît maîtrisé : les eaux éventuellement polluées seraient récupérées par le réseau d'eaux pluviales équipés d'un filtre à sable, séparateur d'hydrocarbures et vanne de sectionnement. Présence d'un kit antipollution sur le site

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 14/06/1995, article 9.3	/	Sans objet
2	Recalage	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33	/	Sans objet
3	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 14/06/1995, article 16	/	Sans objet
4	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 14/06/1995, article 9.4	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les résultats du contrôle de recalage doivent être transmis à l'inspection

## 2-4) Fiches de constats

# N° 1 : Eaux industrielles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/06/1995, article 9.3				
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eaux				
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet				
<b>Prescription contrôlée :</b> Les rejets dans la station d'épuration collective urbaine devront satisfaire aux conditions fixés dans la convention de déversement obligatoirement établie entre l'industriel et la collectivité....  En particulier, les caractéristiques de l'effluent rejeté ne dépasseront pas les valeurs suivantes, sauf dispositions contraires édictées par la convention précitée : <ul style="list-style-type: none"> <li>• débit maximal pendant une période de 24h consécutives : 130 m<sup>3</sup></li> <li>• température maximale : inférieure à 30°</li> <li>• pH compris entre 6,5 et 9 ....</li> </ul>				
	Fer	Zinc	Nickel	Aluminium
Valeurs limites AP	5 mg/l	1 mg/l	0,5 mg/l	5 mg/l
<b>Constats :</b> Aucun dépassement n'a été constaté en mai et juin.  Pour le paramètre Nickel, les résultats de juin n'ont pas été présentés, l'exploitant a déclaré devoir envoyer les échantillons pour analyse à l'extérieur, il doit transmettre les résultats à l'inspection.				
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite				
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet				

## N° 2 : Recalage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, contrôle de recalage.
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 02/02/1998 modifié s'appliquent. Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– le recours aux méthodes de référence pour l'analyse des substances dans l'eau (article 58-II) ;</li> <li>– la réalisation de contrôles externes de recalage (article 58-III)*;</li> </ul> <p>* : « S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> <p>L'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.</p> <p>L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément.»</p>
<p><b>Constats :</b> Lors de la visite du 04/11/2022, l'inspection avait constaté que "l'exploitant fait réaliser un contrôle de recalage par un laboratoire uniquement en cas de dépassement....".</p> <p>De fait, les résultats d'analyses conformes échappent au contrôle de recalage. La prescription n'est alors pas respectée pour ces résultats d'analyses.</p> <p>L'exploitant a présenté la commande du 21/02/2023 passée au laboratoire « CAR » concernant cette opération de recalage, et il a démontré que celui-ci était venu le 21/03/2023 pour effectuer ce contrôle de recalage, cependant il n'a pas présenté de rapport de ce contrôle : il convient que ce rapport soit transmis rapidement à l'inspection pour vérifier ses auto-contrôle.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite - Transmission du rapport final de recalage
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/06/1995, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant confiera à un hydrogéologue compétent, une étude visant à déterminer un réseau de surveillance de la nappe alluviale de la Zorn en aval des anciennes installations de mise en peinture et de mise en œuvre de solvants halogénés.... Les paramètres à analyser selon une fréquence annuelle seront les suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- composés organohalogénés Aox et, en particulier, trichoréthylène ;</li><li>- hydrocarbures.</li></ul>
<b>Constats :</b> Trois piézomètres sont présents sur le site. L'exploitant a présenté à l'inspection le plan d'implantation des piézomètres sur son site, ainsi que les analyses du 06/04/2023 : les valeurs sont inférieures au seuil de quantification.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/06/1995, article 9.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans un délai de 12 mois suivant la notification du présent arrêté, la société Kuhn soumettra à l'administration une étude relative au traitement des eaux de ruissellement. Celle-ci présentera les solutions et améliorations envisageables, compte tenu de la configuration du réseau et des caractéristiques des milieux récepteurs.
<b>Constats :</b> Une partie des eaux pluviales va vers la STEP de Saverne après être passée par un séparateur d'hydrocarbure. La convention entre la STEP de Saverne et l'exploitant lui permet de faire traiter ses eaux pluviales dans la STEP. Une autre partie va dans le milieu naturel après être passée dans un des séparateurs d'hydrocarbures.  L'exploitant a présenté un bordereau du suivi de déchets des séparateurs, 18 tonnes ont été enlevées le 15/10/2021. Cependant l'exploitant a déclaré que d'après le planning interne, ils doivent être nettoyés au moins une fois par an : l'exploitant a du retard par rapport à son planning, il doit être conforme à son planning interne.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

